

Embargo de l'UE, OPEP+, Covid en Chine, FED....

Brent spot, avril 2022 : 105,8 \$/b (mars : 117,5 \$/b)

Le prix spot du Brent gagne 6 \$/b la semaine dernière (Fig. 1). En moyenne hebdomadaire, le prix spot du Brent se situait à 110 \$/b en hausse significative de 6 % (WTI à 106 \$/b, +3,7 %). Le début de la semaine passée avait pourtant été marqué par une baisse sensible du prix du Brent (105 \$/b le 3 mai) portée par les inquiétudes croissantes concernant les impacts économiques du confinement en Chine¹. Mais le prix du pétrole est ensuite remonté rapidement (autour des 110 \$/b) sous l'effet de l'annonce de sanctions européennes sur le pétrole russe et de la décision de l'OPEP+ de poursuivre une politique modérée de hausse de sa production. Le contexte financier, à nouveau sous pression baissière (Fig. 2) à la suite en particulier de la hausse des taux décidée par la FED (+0,5 points le 4 mai), a pu modérer cette progression. Le recul des marchés financiers est aussi le résultat des effets macroéconomiques de l'augmentation du prix de l'énergie, pétrole et produits pétroliers bien sûr mais aussi gaz naturel (Fig. 3) et électricité.

Proposition d'un embargo européen sur le pétrole et les produits pétroliers russes. La Commission européenne a proposé le 4 mai, dans son sixième paquet de sanctions, d'instaurer un embargo total avec une mise en œuvre progressive. Il est envisagé que les livraisons de brut s'arrêtent d'ici six mois et que les importations de produits raffinés cessent d'ici la fin de l'année. Alors que l'unanimité des 27 est impérative, certains pays², très dépendants des livraisons russes, ont rejeté le projet dans sa forme actuelle demandant des délais supplémentaires. Globalement, les volumes potentiellement impactés se situent, sur la base des données de 2021, à 3,7 Mb/j (Europe OCDE) dont 2,5 Mb/j pour le pétrole et 1,2 Mb/j pour les produits pétroliers. Au prix moyen du mois d'avril cela représente, pour la Russie, des recettes de l'ordre de 370 Mn\$/jour (en tenant compte d'une décote de 30 \$/b sur le pétrole russe). Il s'agit d'un ordre de grandeur alors que des baisses de livraisons à destination de l'Europe ont déjà été constatées. Ainsi, environ 0,36 Mb/j en moyenne de brut russe auraient été exportés vers l'Inde en mars, contre 0,13 Mb/j en février et 0,03 Mb/j pour l'ensemble de l'année dernière. En retenant une baisse de 0,4 Mb/j des livraisons vers l'Europe, le montant des livraisons vers l'Europe se situeraient autour de 330 Mn\$. Il convient de noter que les pays du G7 ont également déclaré dimanche dernier vouloir interdire ou supprimer progressivement les importations de pétrole russe. Cela revêt un caractère symbolique dans la mesure où les pays non européens du G7 (Etats-Unis, Canada, Japon) ont soit déjà imposé un embargo ou sont peu dépendants des importations russes.

L'OPEP+ poursuit sa stratégie en dépit des pressions occidentales. La réunion OPEP+ du 6 mai a acté la poursuite de sa politique de hausse modérée de sa production (+0,4 Mb/j par mois). L'OPEP+ a justifié cette décision en indiquant que le cartel ne pouvait être blâmé pour les perturbations de l'approvisionnement russe et en soulignant que les confinements en Chine menaçaient les perspectives de demande. L'OPEP+ se trouve confronté à un choix délicat. Une politique affichée de compensation des possibles baisses de livraison russe (Fig. 10) mettrait probablement à mal l'union OPEP/Russie en place depuis fin 2016. Cela reflète également une distance prise par les pays producteurs de l'OPEP vis à vis des occidentaux, distance qui s'est manifestée symboliquement par l'arrêt des reprises des données de l'AIE. En tout état de cause cette situation déplaît aux Etats-Unis qui connaissent également des prix élevés des produits pétroliers. Dans ce contexte, un comité sénatorial a adopté jeudi dernier aux Etats-Unis un projet de loi dit « NOPEC » (No Oil Producing or Exporting Cartels) qui pourrait exposer les compagnies nationales des pays de l'OPEP+ à des poursuites pour collusion sur la hausse des prix du pétrole brut. La Maison blanche, comme l'American Petroleum Institute, se sont déclarés réticents à ce projet de loi le jugeant potentiellement contraire aux intérêts américains et inefficace pour lutter contre la hausse des prix.

Baisse des stocks de produits pétroliers aux Etats-Unis. Les dernières statistiques hebdomadaires américaines mettent en évidence une hausse inattendue des stocks de pétrole et des baisses sensibles pour les stocks d'essence (2,2 Mb) et de distillats (2,3 Mb ; Fig. 4). Cette évolution s'explique par l'importance des exportations afin de répondre à une demande mondiale soutenue dans un contexte favorable en termes de prix. La pression reste en effet très forte sur les prix du gazole et du kérosène et se renforce sur le prix de l'essence (Fig. 7 et 8).

En ce qui concerne les stocks stratégiques, en baisse sensible depuis le début de l'année (Fig. 5), le DOE a annoncé un plan de rachat portant sur un tiers des 180 Mb débloqués dans le cadre du programme d'urgence de l'AIE. Mis en

¹ L'indice PMI composite, mesures de l'activité dans l'industrie et les services, est tombé à 37,2 en avril, contre 43,9 en mars. Un indice à moins de 50 traduit une contraction.

² C'est le cas de la Slovaquie (dépendance de 76 % aux livraisons russes de pétrole et de produits pétroliers) ou de la Hongrie (41 %). La dépendance se situe à 29 % pour l'Allemagne et 14 % pour la France (21 % pour l'Europe OCDE).

œuvre à partir de fin 2022, le plan de rachat est présenté comme ayant vocation à encourager dès maintenant la production de façon à réduire les prix du pétrole, en garantissant un débouché ultérieurement.

Figure 1 : Prix spot du Brent depuis décembre 2021

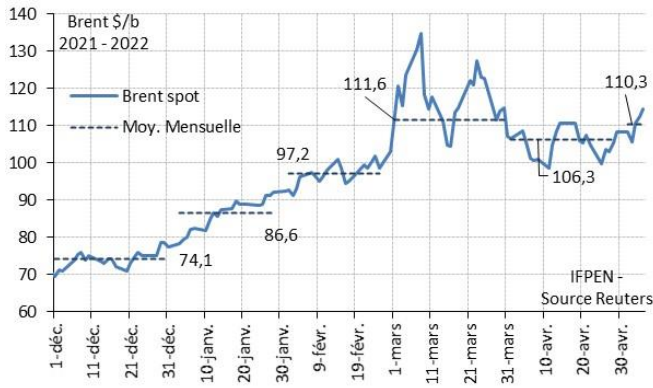


Figure 2 : Indices boursiers (% = VS 1^{er} janvier)

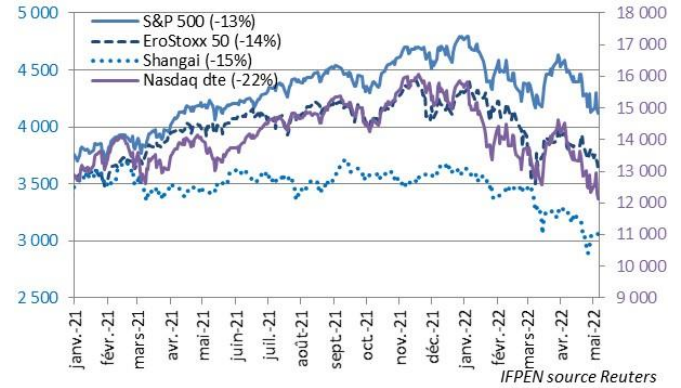


Figure 3 : Prix du gaz par région

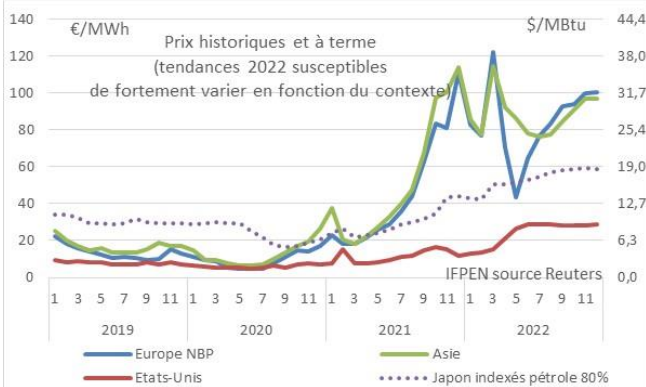


Figure 4 : Stocks de gazole aux Etats-Unis

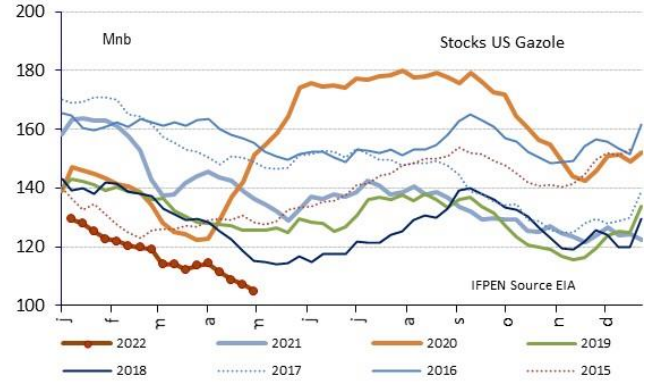


Figure 5 : Stocks stratégiques de pétrole aux Etats-Unis

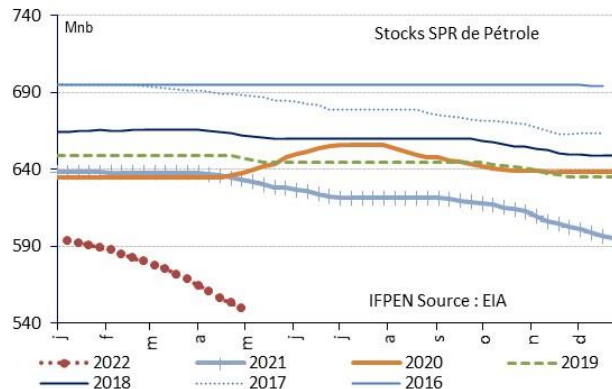


Figure 6 : Prix du Brent et des produits en France

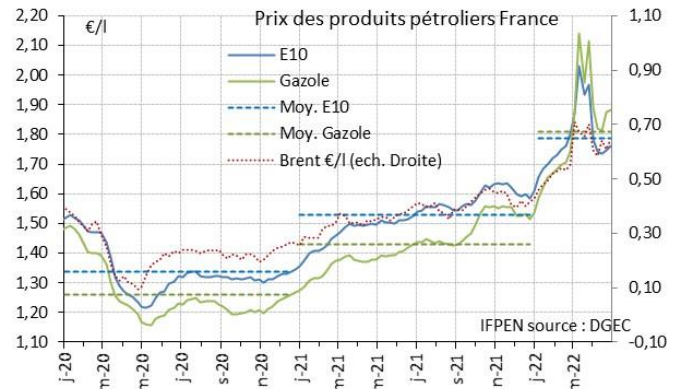


Figure 7 : Ecart en \$/t (prix des produits - prix du Brent)

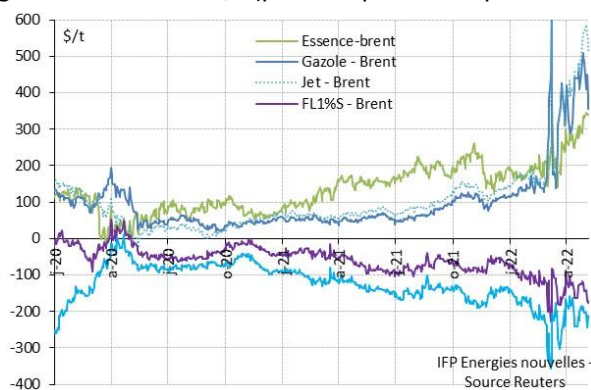
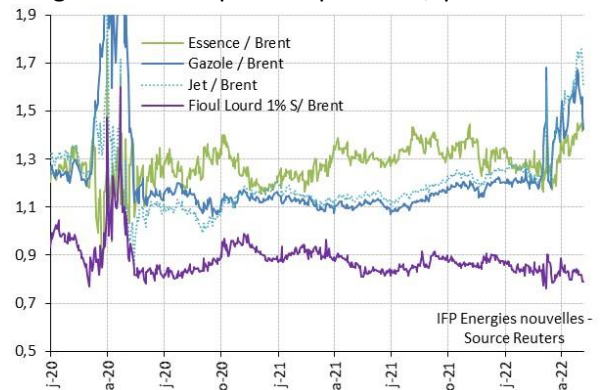


Figure 8 : Ratio prix des produits / prix du Brent



Equilibre Offre / Demande par trimestre (données AIE et OPEP)

Figure 9 : Demande mondiale de pétrole

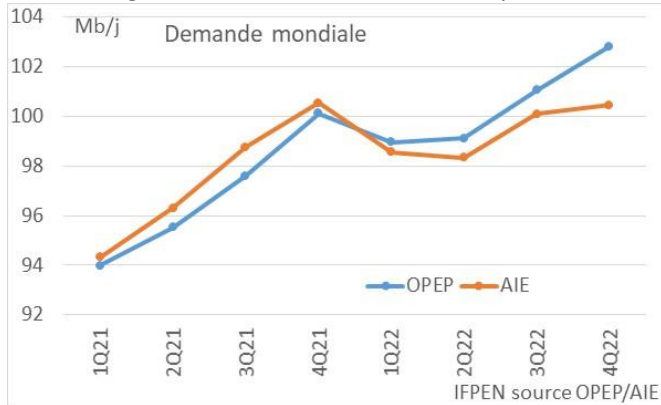


Figure 10 : Production non OPEP

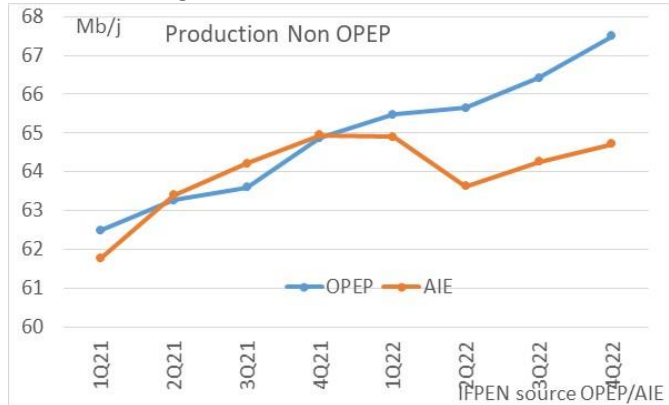


Figure 11 : Prod. et besoin OPEP pour équilibrer le marché

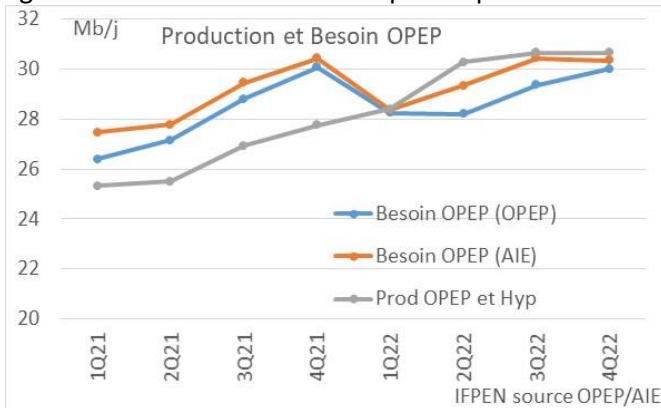
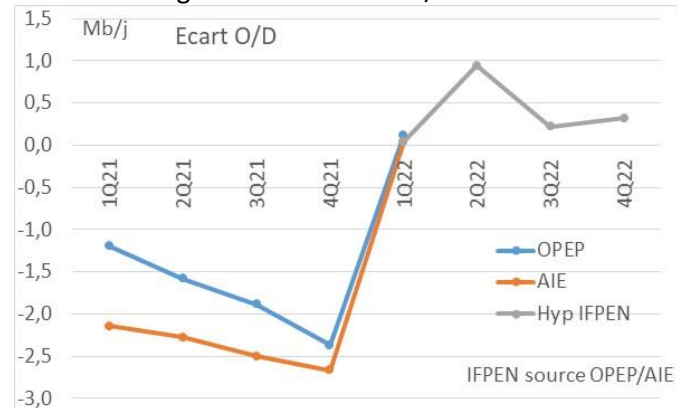


Figure 12 : Ecart Offre / Demande



Prix du pétrole et des produits pétroliers (3e et 4e trimestres 2022 base prix à terme)

Figure 13 : Prix du pétrole

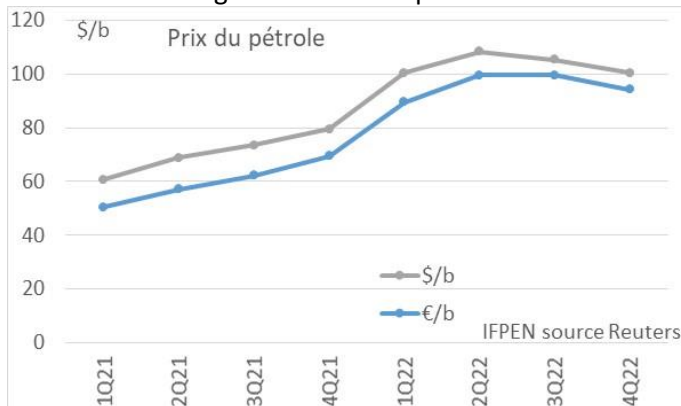


Figure 14 : Prix des produits pétroliers en France

